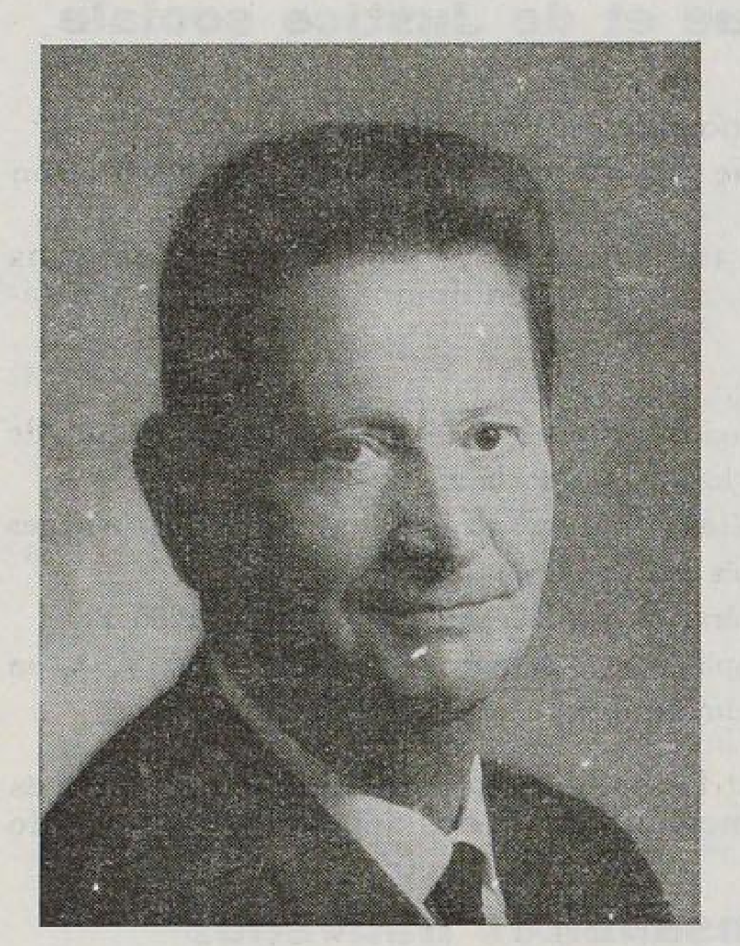
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ — DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Elections Législatives du 23 Juin 1968 - 6e Circonscription

Joseph PERRIN

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste



Chères Electrices, chers Electeurs,

Il y a quinze mois à peine, en mars 1967, j'avais l'honneur de me présenter devant vous aux Élections Législatives comme candidat de la Fédération. Je vous prie de vous souvenir que j'avais dénoncé déjà tous les dangers que recelait le pouvoir gaulliste avec son style de gouvernement et sa politique de régression sociale et économique.

L'avertissement que je lançais alors, fut entendu et compris par 14714 électrices et électeurs de cette circonscription Charlieu-Feurs qui partagèrent mes craintes et me témoignèrent une confiance dont je tiens à les remercier. Mon seul regret d'alors fut de n'avoir point réussi à réaliser une union plus large de tous les républicains et démocrates de cette circonscription. Ils étaient la majorité puisque le député sortant ne fut réélu qu'avec moins de 40 % des suffrages exprimés.

C'était le 12 Mars 1967. Depuis lors la France a connu en ce mois de Mai 1968 une crise profonde d'une gravité exceptionnelle qui a affecté tous les secteurs de la vie du pays.

La responsabilité entière de ce drame national incombe au Pouvoir Gaulliste qui s'exerce depuis dix ans, sans contrôle avec les gouvernements de son choix soutenus depuis dix ans par une majorité parlementaire homogène et servile.

Le mépris hautain témoigné par ce pouvoir à l'égard des corps intermédiaires qui sont les rouages essentiels de la vie publique : qu'il s'agisse du Parlement, Assemblée Nationale et Sénat, des collectivités locales municipales et conseils généraux, des organisations familiales et professionnelles, l'a placé subitement face à la rue envahie par tous ceux qui avaient accumulé leurs rancœurs et leur désespoir.

Qui pourra désormais contester que faute d'avoir su engager le dialogue nécessaire avec le peuple de France une jeunesse inquiète à juste titre de l'avenir que nous lui préparions, une classe ouvrière condamnée à l'injustice sociale avec ses millions de travailleurs gagnant moins de 600 F. par mois, des paysans contraints d'organiser des manifestations pour affirmer leur droit à l'existence, n'avaient d'autres moyens pour défendre de légitimes aspirations que de faire ce qu'ils ont fait. Et le gouvernement a décidé dans la hâte et le désordre des mesures qui étaient toutes contenues dans le programme de la Fédération que je défendis devant vous en Mars 1967.

Ainsi les évènements de Mai 1968 que nous avons tous suivis avec angoisse signifient que le gaullisme a fait faillite. Le pays vient d'en dresser le constat.

Après avoir songé un instant au moyen dérisoire d'un référendum-plébiscite pour restaurer un pouvoir à la dérive, le chef de l'État a prononcé la dissolution de l'Assemblée Nationale que l'opposition républicaine et socialiste réclamait depuis des mois. C'est le recours légal à la décision du peuple souverain.

Electrices, Electeurs,

Vous êtes appelés les 23 et 30 Juin à prendre dans la paix de vos consciences de graves responsabilités. De votre choix dépendra l'avenir de notre pays.

Nous vous proposons de voter pour les candidats de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste pour son programme du 14 Juillet 1966. La F.G.D.S. sera demain la force politique principale de l'opposition l'axe d'une majorité nouvelle unissant sans exclusive tous les socialistes et les républicains opposés au régime de pouvoir personnel.

Ne vous laissez pas abuser par la manœuvre grossière du chef de l'État qui tente de rejeter sur une imaginaire entreprise totalitaire des responsabilités qui lui sont propres. Vous savez bien que les désordres provoqués durant les évènements de mai 1968 par l'impuissance et les contradictions du gouvernement, aggravés par les menaces du chef de l'État, auraient pu, sans le sang-froid des travailleurs et des partis de gauche mener le pays à la guerre civile.

A ceux qui rêvent d'affrontement dans une France divisée nous opposons notre volonté de promouvoir dans un grand mouvement de réconciliation nationale qui implique le vote de la loi d'amnistie, la politique de la Fédération. En votant pour ses candidats vous voterez. . .

Pour le retour à une Démocratie véritable

Dans la légalité, dans le respect des libertés individuelles et collectives.

Pour une Politique de Progrès économique et de Justice sociale

LE PROGRÉS ÉCONOMIQUE

par l'élaboration démocratique d'un **plan de développement économique et social**

par la création d'une **Banque Nationale d'Investissement** en vue d'assurer le plein emploi et l'adaptation des structures françaises à la concurrence internationale

par **une politique agricole** assurant une juste rémunération du travail paysan, différenciant les moyens mis en œuvre selon les situations, les types d'agriculture et les régions, aidant à l'équipement, à la modernisation des structures, au développement de la coopération.

LE PROGRÈS SOCIAL

- Par la fixation immédiate à 600 F du salaire minimum pour 40 heures
- Par le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides
- Par le developpement garanti des prestations familiales
- Par le rétablissement des droits des anciens combattants
- Par l'abaissement progressif de 65 à 60 ans de l'âge donnant droit à la retraite complète
- Par l'émancipation de la femme et la construction de 350.000 logements sociaux par an
- Par une réforme de la fiscalité abrogeant les privilèges injustifiés octroyés par le régime gaulliste
- Par l'exonération des revenus inférieurs à 6000 F.
- Par la simplification des procédures de la T. V. A. en faveur du commerce et de l'artisanat.

Les impératifs de cette politique économique et sociale exigeront la mobilisation de toutes les ressources de la nation et donc, la suppression des dépenses somptuaires du régime gaulliste et des dépenses militaires de la force de frappe.

Pour l'accession des hommes aux responsabilités nouvelles

Dans les communes, les départements et régions notamment par la création d'un Conseil économique régional

Dans l'entreprise, par la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise et des droits qui en découlent.

A l'école, dans l'Université, par des réformes de structures avec la participation des étudiants, des enseignants et des parents d'élèves et la priorité des priorités à l'Éducation Nationale.

Pour une Politique de Paix et de Solidarité Internationale

- Par l'organisation de la cœxistence pacifique
- Par le désarmement contrôlé par les Nations Unies et étendu aux armes nucléaires
- Par la non-prolifération des armes atomiques, la France renonçant à la force de frappe
- Par la construction de l'Unité Européenne

Electrices, Electeurs,

Nous avons confiance en vous. Vous voterez pour la République qui ne peut être celle d'un homme qui prétend incarner à lui seul la volonté et le destin du Pays. Vous voterez pour la véritable République, celle qui vous appartient, celle du peuple de France.

Vive la République ! Vive la France !

Le candidat titulaire :

Joseph PERRIN

Secrétaire général - Ancien Sénateur
Ancien P. G. - Croix de Guerre
Légion d'Honneur - Rosette de la Résistance
Officier d'Académie

Le candidat suppléant :

Louis MARTIN

Ancien tisseur - Maire de Panissières
Officier de l'Instruction Publique
Médaille d'Honneur Départementale et Communale de Vermeil
Ordre National du Mérite

IMP. ROANNAISE - BOUL. DE BELGIQUE

VU : LE CANDIDAT